

Communiqué

Le plan santé de Macron-Buzyn : un projet libéral et technocratique - Une médecine à deux niveaux

mardi 18 septembre 2018, par [NPA](#) (Date de rédaction antérieure : 18 septembre 2018).

Suicides, grèves de la faim, souffrance des patientEs... Autant de conséquences d'un manque criant de moyens pour la santé. Et pourtant, avec un l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) à 2,5%), le gouvernement refuse les créations de postes indispensables dans les hôpitaux, les Ehpad, sans lesquelles aucune médecine de qualité ne peut se faire. Et les fermetures de lits et d'hôpitaux de proximité sont toujours au rendez-vous.

Dans le plan annoncé aujourd'hui par le président lui-même, rien n'est fait pour favoriser l'égalité des soins et lutter contre l'explosion des dépassements d'honoraires, qui sont passés de 900 millions en 1990 à 2,5 milliards d'euros aujourd'hui. Pour éviter que 30% de la population ne reporte les soins, il n'y a pourtant pas d'autre solution que d'interdire ces dépassements, et d'instaurer un tiers payant généralisé à 100%.

Alors que les médecins de ville travaillent déjà en moyenne 56 heures par semaine, comment penser qu'ils pourront demain assurer des gardes dans les hôpitaux, coordonner les soins à domicile de malades plus lourds sortis plus tôt des hôpitaux, même si tout cela est baptisé « communauté professionnelle de territoire de santé » ? Et ce n'est pas l'exemple de la psychiatrie de secteur qui nous rassurera... Alors que le service public de santé mentale était déployé au plus près des patientEs sur tout le territoire, la politique d'austérité et de privatisation du gouvernement l'a détruit. Seuls les patientEs les plus riches auront la possibilité de se faire suivre par une psychiatrie libérale de ville elle aussi surchargée. Les restructurations dans les hôpitaux vont se poursuivre, avec leur lot de fermetures de services, de lits, et de suppressions de postes.

Les déserts médicaux vont aussi se maintenir. Si les 4000 infirmières de pratique avancée seraient bien utiles dans des centres de santé pour faire de l'éducation thérapeutique, des réunions de malades, de l'information sur l'alimentation, cela ne va pas dégager plus de temps pour les médecins. Sauf à considérer que « prendre le poids, la température, tenir le dossier... » sont des tâches inutiles, comme le dit Buzyn. Elle espère ainsi « faire gagner 15 % du temps médical », alors qu'une consultation à 15 minutes en moyenne est déjà un rythme infernal à tenir.

Pour lutter contre les déserts médicaux, pas d'autre solution que de créer sur tout le territoire un service public de santé de proximité géré par la Sécurité sociale, où touTEs les praticienEs de santé se retrouveraient au plus près des patientEs pour donner des soins gratuits, organiser la formation, la prévention, la démocratie sanitaire, et assurer la permanence des soins pour désengorger les urgences. Répartir les médecins en fonction des besoins, cela, Buzyn ne peut l'envisager !

Enfin, il faut aussi en finir avec le numerus clausus qui a scandaleusement baissé de 8000 à 4000 pour préparer la pénurie actuelle de médecins, et créer une allocation d'études pour touTEs, ce qui

permettrait d'ouvrir la médecine aux enfants de salariéEs, de paysanEs, de chômeurEs... La formation doit se faire dans les hôpitaux de proximité, chez les généralistes, et pas seulement au CHU. Et il faut surtout qu'un investissement massif dans la santé pour touTEs donne envie, permettant aux étudiantEs de conjuguer la technique et le temps nécessaire pour écouter les patientEs, pour se former indépendamment des laboratoires...

Les conséquences certaines de ce plan Macron-Buzyn, libéral et technocratique, c'est le développement d'une médecine à deux niveaux : de qualité, avec dépassements d'honoraires, pour celles et ceux qui en ont les moyens et habitent les grandes villes ; à la chaîne, parfois sans médecin et sans examen clinique, pour celles et ceux qui sont au pied des tours, à la campagne ou dans les déserts médicaux.

La santé pour touTEs doit rester un droit fondamental. Nos vies valent plus que leurs profits !

NPA, Montreuil, le 18 septembre 2018
